

Le point de l'actualité de la semaine : 039/2023 :

**Par André Dulou 156^{ème} SR, responsable de la revue de presse
Défense de l'UNION-IHEDN**

A la une aujourd'hui :

UN DEUXIÈME PORTE-AVIONS SOULÈVERAIT UN IMPORTANT PROBLÈME DE RECRUTEMENT, PRÉVIENT L'AMIRAL VAUJOUR (BFMTV, PASCAL SEMAMA)

Lors d'une rencontre avec l'Association des journalistes défense, le nouveau chef d'État-major de la Marine (CEMM) a soulevé les enjeux d'un deuxième porte-avions. Recruter et former deux équipages pour l'ensemble du groupe aéronaval demanderait un "effort colossal".

La France aura-t-elle un jour un deuxième porte-avions? La question a été officiellement posée par un amendement dans la loi de programmation militaire 2024-2030. La direction générale de l'armement (DGA) doit rendre une étude de faisabilité qui doit être rendue en 2028. Le sujet est évidemment suivi de près par l'amiral Vaujour, nouveau chef d'État-major de la marine (CEMM).

"Vous dire que je n'aimerais pas un second porte-avions, ce n'est pas vrai, mais objectivement, nous avons actuellement un système cohérent", a noté le chef de la marine nationale lors d'une rencontre avec l'Association des journalistes défense (AJD) en soulignant "l'effort colossal" pour passer à deux navires.

Cet effort repose sur de nombreux points. Financier et industriel, bien sûr, mais pas seulement. Pour le CEMM, les questions de ressources humaines sont à étudier de près. "L'enjeu RH est (...) difficile à atteindre", reconnaît l'amiral Vaujour en rappelant que ce problème était déjà sensible quand la France disposait du **Foch** et du Clémenceau entre les années 60 et 90. Ces deux bâtiments permettaient d'assurer une permanence en mer.

"Déjà à l'époque, les enjeux RH étaient importants. Pour maintenir deux porte-avions, il y a un socle d'équipage à maintenir sur chacun et ce n'était déjà pas simple à l'époque", souligne le CEMM.

Doubler les effectifs du groupe aéronaval

Il est déjà prévu 2000 marins pour le futur porte-avions de nouvelle génération (PA-NG) dont 500 pour le groupe aérien embarqué. Il en faudrait de fait 2000 de plus. Un second bâtiment imposerait aussi de doubler l'armada qui se déplace avec lui. Le groupe aéronaval est constitué d'un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA), quatre frégates (deux multimitions et deux antiaériennes), un patrouilleur et d'un navire ravitailleur. Soit environ un millier de marins dont il faudrait doubler le nombre.

https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/defense/un-deuxieme-porte-avions-souleverait-un-important-probleme-de-recrutement-previent-l-amiral-vaujour_AV-202310010254.html

-0-

Les actualités de défense, avec cet article, qui indique la volonté de demeurer un acteur dans l'Indo Pacifique, pour la France:

L'armée de l'Air pourrait envoyer des avions légers de renseignement VADOR dans la région Indo-Pacifique (OPEX 360, Laurent Lagneau)

Lors de l'examen du projet de Loi de programmation militaire [LPM] 2024-30, le chef d'état-major de l'armée de l'Air et de l'Espace [AAE], le général Stéphane Mille, avait évoqué le possible déploiement du futur EuroMale, le drone MALE [Moyenne Altitude Longue Endurance] européen, dans les territoires et collectivités d'outre-Mer. Comme, du reste, la force aérienne royale néerlandaise [KLu], qui exploite des MQ-9 Reaper depuis l'île de Curaçao, dans les Antilles néerlandaises.

Cependant, dans son rapport sur la LPM 2024-30, le député Jean-Michel Jacques avait livré quelques précisions sur les projets de l'armée de l'Air et de l'Espace [AAE], actuellement dotée de 12 MQ-9 Reaper, dont certains ont été portés au standard Block 5.

« Les conditions d'emploi du Reaper pourraient évoluer, puisque des réflexions sont en cours sur le déploiement d'un drone Reaper en Polynésie, ainsi que l'a souligné le général Yves Métayer, chef de la division emploi à l'état-major des armées, lors de son audition », rapporta M. Jacques.

Étant donné que l'opération Barkhane est terminée et que les forces françaises vont quitter le Niger, les MQ-9 Reaper de la 33e Escadre de surveillance, de reconnaissance et d'attaque [ESRA] ont désormais une activité moindre que par le passé. D'où l'idée d'en déployer dans les territoires d'outre-Mer, d'autant plus que de tels appareils pourraient également être engagés dans des missions de surveillance maritime, des « évaluations opérationnelles » ayant été menées en ce sens par l'AAE.

<https://www.opex360.com/2023/10/01/larmee-de-lair-pourrait-envoyer-des-avions-legers-de-renseignement-vador-dans-la-region-indo-pacifique/>

Un 11e Griffon VOA livré à l'armée de Terre (Home FOB, Nathan Gain)

Un 11e Griffon « véhicule d'observation d'artillerie » (VOA) a été livré le 11 septembre à l'armée de Terre par la Direction générale de l'armement (DGA). Une version dédiée aux régiments d'artillerie et bientôt mobilisée pour l'atteinte d'un jalon majeur du programme SCORPION.

La spécificité de ce membre de la famille Griffon ? L'intégration « *d'un mât d'observation optronique, de moyens de pointage, télémétrie et désignation laser permettant l'observation, la désignation d'artillerie, voire de frappe aérienne avec présence d'un JTAC (Joint Terminal Attack Controller : contrôleur aérien avancé)* », rappelle la DGA dans un communiqué diffusé aujourd'hui.

Cette version embarque également un radar MURIN déployable hors du véhicule, un système de surveillance du champ de bataille conçu par Thales et en service depuis 2019 dans les batteries d'acquisition et de surveillance des régiments d'artillerie.

Ce Griffon VOA vient s'ajouter aux cinq déjà livrés en 2023 et porte à 11 le nombre de véhicules fournis jusqu'à présent à l'armée de Terre. « *Trois autres sont attendus d'ici la fin de l'année* », complète la DGA. Ce parc initial équipera la Section technique de l'armée de Terre (STAT) et le 3e régiment d'artillerie de marine (3e RAMA).

<https://www.forcesoperations.com/un-11e-griffon-voa-livre-a-larmee-de-terre/>

Décès d'un infirmier militaire lors d'un saut d'entraînement en parachute (Lignes de défense, Philippe Chapleau)

Ce vendredi 29 septembre, l'infirmier en soins généraux de 1^e grade (ISG1G) Nathanaël BONNEMERE, infirmier militaire de la 172^e antenne militaire de Pamiers, est décédé en début d'après-midi lors d'un saut d'entraînement en parachute à Pujols. Cette antenne soutient le 1^{er} Régiment de chasseurs parachutistes (1^{er} RCP).

Issu de l'école du personnel paramédical des armées (EPPA) de Toulon, l'infirmier en soins généraux de 1^e grade (adjudant) BONNEMERE, âgé de 33 ans, était doté d'une solide expérience opérationnelle et technique. Il présentait des états de service remarquables, tant en missions extérieures qu'au sein de la 172^e antenne médicale de Pamiers. Il totalisait 239 sauts.

Le directeur central du Service de santé des armées, le médecin général des armées Jacques MARGERY, salue la mémoire de cet infirmier parachutiste exemplaire. Ses pensées accompagnent sa famille, ses camarades et frères d'armes, ainsi que tous ses proches.

<https://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2023/09/29/deces-d-un-infirmier-militaire-lors-d-un-saut-d-entrainement-24140.html>

<https://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/gendinfo/actualites/2023/deces-d-un-infirmier-militaire-lors-d-un-saut-d-entrainement-en-parachute>

Les relations internationales :

Synthèse de l'actualité internationale de septembre 2023 (Diploweb, Axelle Degans)

Coup d'État au Gabon

Au Gabon, le président Ali Bongo est renversé en septembre 2023 par un putsch réalisé par le chef de la garde républicaine. Ce coup d'État survient peu après l'annonce des résultats des élections présidentielles, qui se sont tenues dans une certaine opacité, donnant la victoire du président sortant avec près des 2/3 des voix. Ali Bongo lance un pathétique appel au secours auprès de ses soutiens. Ce président diminué, a minima physiquement, a lancé cet appel en anglais... Fils d'Omar Bongo, président dès 1967, Ali Bongo brigait un troisième mandat, alors que son épouse voulait installer au pouvoir son fils. A l'évidence les liens entre le Gabon et la France se sont distendus. Ce pays de l'Afrique francophone a adhéré au Commonwealth et la Chine y est devenue un investisseur majeur. La junte l'a placé en résidence surveillée. Ce putsch est condamné au niveau international. Brice Nguema devient le « président de transition » du pays.

Une France « non grata » en Afrique ?

L'Afrique de l'Ouest est d'ailleurs le siège de nombreux coups d'État : Guinée et Mali en 2021, Burkina Faso en 2022, Niger en 2023, une « épidémie » selon le président français, E. Macron. Paris est inquiet. Une alliance des États du Sahel est signée entre Mali, Burkina Faso et Niger, trois pays tenus par des putschistes, pour une assistance mutuelle.

L'influence française recule en Afrique, comme le montre le rappel de l'ambassadeur français en poste au Niger et la fin de l'accord de coopération militaire qui liait Paris et Niamey. Celui-ci fait suite au départ des troupes françaises du Mali et du Burkina Faso. L'opération militaire Barkhane, pour endiguer le djihadisme, est donc désormais lettre morte.

L'attitude du roi du Maroc lors du tremblement de terre qui touche son pays et la décision d'Alger de revenir sur l'enseignement en langue française témoignent d'une perte d'influence certaine, que Gilles Kepel analyse comme le résultat d'erreurs en série de la diplomatie française. Nous vivons la cristallisation de dynamiques engagées à bas bruit durant plusieurs décennies.

<https://www.diploweb.com/Synthese-de-l-actualite-internationale-de-septembre-2023.html>

Haut-Karabakh: l'ONU va envoyer une mission humanitaire, une première depuis 30 ans (RFI, avec Carrie Nooten, correspondante à New York)

Même si l'ONU dispose d'équipes de 400 personnes à la fois en Azerbaïdjan et en Arménie, elle n'avait plus eu accès à la région du Haut-Karabakh depuis 30 ans à cause de la situation géopolitique compliquée. Mais les événements qui se sont précipités depuis deux semaines ont poussé Bakou à accepter qu'une mission onusienne vienne sur place, a annoncé l'agence vendredi 29 septembre.

Ce week-end, une dizaine de responsables du bureau des affaires humanitaires de l'ONU ira donc évaluer la situation sur le terrain. Pour identifier les besoins à la fois des résidents qui ont décidé de rester sur place, et ceux des habitants qui ont décidé de quitter la région et de gonfler les rangs de l'exode massif qui s'est mis en place en quelques jours. Près de 40 000 d'entre eux ont déjà traversé la frontière arménienne, et les Nations unies insistent d'ailleurs sur le respect des droits des réfugiés et du droit international.

D'autre part, le Haut-Commissariat aux réfugiés travaille également avec le gouvernement arménien. Il a apporté des équipements techniques pour permettre d'enregistrer les réfugiés.

<https://www.rfi.fr/fr/asie-pacifique/20230929-haut-karabakh-l-onu-va-envoyer-un-mission-humanitaire-une-premi%C3%A8re-depuis-30-ans>

Le secrétaire général de l'OTAN s'exprime lors du Forum international des industries de défense : « il n'y a pas de défense sans industrie de défense » (NATO nouvelles)

Prenant la parole lors de la première édition du Forum international des industries de défense qui se tenait à Kyïv ce vendredi (29 septembre 2023), le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a rendu hommage à la population et aux forces armées ukrainiennes, dont le courage et l'héroïsme suscitent l'admiration dans le monde alors qu'elles continuent de repousser la Russie dans la guerre d'agression brutale que celle-ci mène contre l'Ukraine.

« Mais le courage à lui seul n'arrête pas les drones, et l'héroïsme à lui seul n'intercepte pas les missiles. L'Ukraine a besoin de moyens qui soient hautement efficaces, en quantités suffisantes et dans les plus brefs délais, a précisé M. Stoltenberg, ajoutant qu'« il n'y a pas de défense sans industrie de défense ».

Depuis le lancement par la Russie de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, l'année dernière, de nombreux Alliés ont largement puisé dans leurs stocks pour aider Kyïv. Dans le cadre de son plan d'action sur la production pour la défense, l'OTAN s'attache à agréger la demande et à améliorer l'interopérabilité. L'Agence OTAN de soutien et d'acquisition supervise ainsi plusieurs initiatives majeures, parmi lesquelles des contrats-cadres d'une valeur de 2,4 milliards d'euros en vue de la fourniture de munitions essentielles, dont 1 milliard d'euros de commandes fermes portant sur la livraison de munitions d'artillerie de 155 mm, de missiles guidés antichar et de munitions pour char de combat.

https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_218893.htm?selectedLocale=fr

Sur le plan de l'économie, cet article relatif à la baisse de l'économie chinoise :

Chine : comment la folie des grandeurs mène l'économie à la ruine (Asialyst, Pierre-Antoine Donnet

Aéroports en pagaille, autoroutes, ponts suspendus, constructions de logements : les provinces de la Chine ont emprunté à tour de bras pour mener à bien ces milliers de projets d'infrastructure ruineux. En particulier dans le secteur immobilier qui se retrouve maintenant en pleine déroute financière avec des tours d'habitation désespérément vides. C'est un ancien cadre du régime communiste qui a donné la mesure de la catastrophe en avouant que 648 millions de mètres carrés de logements étaient invendus à la fin du mois d'août dernier : soit l'équivalent de 7,2 millions de logements, assez pour trois milliards de Chinois !

« Combien de logements sont vacants en ce moment ? Les experts donnent des chiffres très différents, les plus élevés donnant à penser que le nombre actuel de logements vacants seraient suffisants pour 3 milliards de personnes, a pour sa part analysé He Keng, 81 ans, l'ex-directeur adjoint du Bureau National des Statistiques, à l'occasion d'un forum organisé fin septembre à Dongguan, ville de la province méridionale du Guangdong, cité le 25 septembre par Reuters. Cette estimation pourrait être un peu trop élevée, mais 1,4 milliard de personnes ne seraient probablement pas assez pour les occuper. »

Or cette image n'est pas complète puisqu'il faut ajouter les projets résidentiels qui ont été vendus mais qui n'ont pas été achevés en raison des problèmes financiers abyssaux des promoteurs immobiliers. Les réseaux sociaux ont donné un large écho à des nouveaux propriétaires qui, entrés dans les lieux, n'avaient ni eau courante, ni électricité dans des bâtiments fantômes et qui faisaient part de leur désespoir. Mais, comme il est de coutume dans ce pays ultra surveillé, à chaque fois, la censure retire en quelques minutes ces informations.

Officiellement, les autorités chinoises qualifient le marché immobilier de « résilient » à l'heure actuelle. *« Toutes sortes de commentaires prédisant l'effondrement de l'économie chinoise font surface de temps à autres, mais qu'en est-il de cet effondrement ? Il ne s'agit pas de celui de l'économie chinoise »*, a récemment déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, interrogé sur ce phénomène.

<https://asialyst.com/fr/2023/09/30/chine-comment-folie-grandeurs-mene-economie-ruine/>

Routes de la soie : le corridor ferroviaire médian. L'avènement d'une alternative au rôle central de la Russie ? (Diploweb, Frédéric LASSERRE , Olga V. ALEXEEVA)

La détérioration des relations entre les Occidentaux et la Russie a ravivé l'intérêt pour un corridor dont l'avantage théorique réside essentiellement dans le fait qu'il permet de relier la Chine à l'Europe sans passer par le territoire russe. Le *Middle Corridor* (MC) ou corridor médian, articule depuis la Chine un itinéraire trans-kazakh, une traversée de la Caspienne vers l'Azerbaïdjan, puis une traversée partielle du Caucase vers Kars et une bifurcation vers le réseau ferré turc jusqu'à Istanbul puis l'UE via le tunnel de Marmaray, ou la traversée complète du Caucase jusqu'au port géorgien de Poti et la traversée de la mer Noire vers les ports roumain de Constanța ou bulgare de Varna.

Le développement du corridor médian est manifestement une option stratégique pour le gouvernement turc, qui y voit une occasion de renforcer sa connectivité ferroviaire vers la Chine, mais aussi vers l'Asie centrale turcophone qui demeure une zone d'intérêt particulier pour Ankara, sans dépendre du bon vouloir de Moscou, tout en renforçant un rôle de point de passage incontournable, de pont stratégique entre Europe, Asie centrale, Chine et Proche-Orient. Sous les effets de la relance de la guerre russe en Ukraine, l'ensemble de l'itinéraire entre la Chine et les ports de la mer Noire prend désormais entre 19 et 23 jours. Cependant, l'investissement dans le développement du corridor médian reste un pari sur l'avenir.

Les auteurs présentent tous les éléments pour comprendre pourquoi. Avec une carte des corridors ferroviaires entre Chine et Europe.

LE corridor médian, également connu sous le nom de Middle Corridor, gagne en popularité en tant que lien ferroviaire clé entre l'Asie et l'Europe, en particulier depuis la relance [1] le 24 février 2022 de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les sanctions qui s'en sont suivies. Cette route présenterait un potentiel important pour les entreprises. Tout d'abord, le corridor médian offre un itinéraire plus court d'au moins 2 000 kilomètres que les corridors plus au nord, qui passent par la Russie. Plus important encore, le corridor médian aide les entreprises à atténuer les risques, les incertitudes et les problèmes de respect des sanctions liés au transit par la Russie. Le trafic connaît une augmentation rapide alors qu'il semble diminuer de manière significative par les corridors septentrionaux. La réorganisation des circuits commerciaux terrestres reliant la Chine et l'UE semble en cours. Ce nouveau corridor est-il promis à un bel avenir ? Quelle est l'attitude à son endroit de la Chine et pourquoi est-il soutenu par la Turquie comme par le Kazakhstan ?

<https://www.diploweb.com/Routes-de-la-soie-le-corridor-ferroviaire-median-L-avenement-d-une-alternative-au-role-central-de.html>

<https://www.portail-ie.fr/univers/enjeux-de-puissances-et-geoéconomie/2023/litalie-abandonne-la-chine-et-ses-nouvelles-routes-de-la-soie/>

Pour que les contrats avec l'État français gardent toute leur valeur (économie matin, Laurent Chaudeurge)

Les contraintes budgétaires font parfois prendre des décisions qui peuvent paraître pertinentes à court terme mais qui sont contreproductives à long terme. Taxer les autoroutes malgré l'avis très réservé du Conseil d'État pourrait relever de cette catégorie.

Sans abaisser le prix des péages pour les usagers, elle remettrait en cause la parole de l'État au moment où notre pays a besoin de capitaux privés pour financer les investissements dans la transition numérique, électrique et écologique.

L'exemple italien doit nous alerter. La perte de confiance en la parole de l'État italien a conduit les investisseurs à y allouer moins de capitaux et avec une prime de risque plus importante, **tant et si bien que ce marché des entreprises italiennes cotées traite avec une décote de plus de 30% sur son niveau historique.** Le coût de financement pour l'État italien est lui aussi supérieur à celui des autres pays majeurs de la zone euro. Nous-mêmes, nous n'investissons plus que marginalement en Italie.

Nous sommes actionnaires historiques de Vinci et Eiffage. Nous avons accompagné ces sociétés tout au long de la crise COVID. Malgré l'effondrement du trafic autoroutier provoqué par les mesures de confinement, à aucun moment nous n'avons demandé de compensations. En tant qu'actionnaires, nous avons signé un contrat avec l'État. Nous l'avons pleinement respecté. En faisant de même, l'État assoit sa crédibilité et pérennise l'attractivité de notre pays.

Toutes les entreprises que nous rencontrons évoquent les besoins considérables d'investissements en Europe pour rebâtir notre souveraineté industrielle, accompagner la décarbonation de notre économie et sa transition vers plus de digitalisation et d'électrification.

<https://www.economiematin.fr/contrats-etat-france-autoroutes-taxe-augmentation-chaudeurge>

Lire avec intérêt cet article concernant la sécurité intérieure :

Importante saisie de drogue et d'armes lourdes dans le quartier Pissevin à Nîmes (La dépêche, Anne-Laure de Chalup)

La Bac vient de faire une importante saisie dans un quartier de Nîmes régulièrement visé par les rixes et autres coups de feu.

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a salué dans un post sur X (anciennement Twitter) les effectifs de la BAC qui ont mis la main sur des armes lourdes et de la drogue à l'occasion d'une opération de sécurisation du quartier Pissevin à Nîmes. "Chaque jour, nos policiers obtiennent des résultats", écrit le ministre. C'est dans le sous-sol d'un immeuble du quartier que les forces de l'ordre ont mis la main sur quatre fusils d'assaut de type Kalachnikov, une arme longue, une grande quantité de munitions de calibres 7,62 et 9 mm, ainsi que des stupéfiants (herbe et résine de cannabis).

<https://www.ladepeche.fr/2023/10/01/importante-saisie-de-droque-et-darmes-lourdes-dans-le-quartier-pissevin-a-nimes-11489840.php>

Et ces articles de fond et d'actualité

Guerre cognitive: le cerveau, nouveau champ de bataille (RFI, Franck Alexandre)

Nos cerveaux sont-ils devenus l'ultime champ de bataille ? La question en tout cas agite les états-majors, car la menace est identifiée et porte un nom : la guerre cognitive. Le contrôle de la pensée semble être devenu l'un des grands enjeux des luttes qui se profilent. La guerre dans nos têtes inquiète l'armée française tout comme l'Otan.

L'intoxication est aussi vieille que la guerre, mais son concept élargi : la notion de guerre cognitive fait en revanche une entrée fracassante dans la réflexion stratégique.

Cette guerre est devenue réalité, assure le lieutenant-colonel Éric de l'état-major des armées à Paris. Indétectable, elle cible toute la société : « *La guerre cognitive, c'est l'ensemble des méthodes qui permettent de fragmenter une population, de développer des émotions, comme la colère, le doute, ce qui permet de faire que cette population s'autodétruit de l'intérieur à partir d'outils et de méthodes qu'on applique soit au niveau des individus, soit au niveau d'une population.* »

Les outils, nous les avons en poche, ce sont les smartphones, internet et les réseaux sociaux, qui se prêtent à merveille à la manipulation de l'opinion. Exemple avec le Covid et l'arrivée des vaccins, il y a des pour et des contre, une faille apparaît et peut être exploitée par des compétiteurs pour monter les citoyens les uns contre les autres. Les outils numériques ouvrent, indique Bernard Claverie, fondateur de l'École française de cognitive, un champ de conflictualité sans limites : « *C'est la guerre dans la tête de l'ennemi. On pourra dire qu'on a trois niveaux : d'une part l'attaque des moyens de penser, ensuite l'attaque des circonstances de la pensée et enfin l'attaque de la pensée elle-même* ».

Après la guerre sur terre, sur mer, dans les airs, dans l'espace et le cyber, les guerres se font désormais dans les têtes. La Russie et le groupe de mercenaires Wagner sont passés maîtres dans ces offensives numériques, manœuvres informationnelles à grande échelle. Une guerre détournée, pointe l'officier Corinne du centre Interarmées des actions sur l'environnement et qui, en Afrique notamment, parvient à retourner les opinions publiques contre la France : « *C'est là qu'intervient la psychologie. On va utiliser les biais cognitifs, on va utiliser des techniques de psychologie sociale, toutes sortes de choses qui ont fait leurs preuves dans des laboratoires de psychologie dans le passé et des techniques qu'on va utiliser comme ça un peu à large spectre pour voir ce qui va fonctionner. L'exemple des trolls par exemple, ça va consister à noyer les personnes dans un flux d'informations. Pour créer de la confusion.* »

<https://www.rfi.fr/fr/france/20230929-guerre-cognitive-le-cerveau-nouveau-champ-de-bataille>

Transition verte : les PME françaises « assommées » par un « tsunami administratif » (Euractiv, Théo Bourgery-Gonse)

Bien que « *pleines de bonne volonté* » face à l'urgence climatique, les PME françaises se disent de plus en plus « *étouffées* » par le poids des normes réglementaires européennes. La confédération des PME (CPME) voit en l'arrivée de nouvelles obligations de reporting extra-financier dès janvier 2024 une « *déconnexion* » de Bruxelles.

En janvier 2024 doit être mise en œuvre la CSRD (« *Corporate Sustainability Reporting Directive* »), une directive européenne qui précise et étend la nature des données que les entreprises, PME incluses, sont contraintes de fournir aux investisseurs et autres acteurs financiers.

Plus que des indicateurs purement économiques, la directive pousse à une collecte de données relatives à la Responsabilité sociale de l'entreprise (RSE), et autres critères environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Halte au « délire normatif » européen, alerte le MEDEF

L'UE serait victime d'un « *délire normatif* », qui minerait la compétitivité des entreprises françaises, a lancé Patrick Martin, nouveau président du MEDEF, lors des universités d'été de l'organisation patronale lundi (28 août).

Contrôler le « *flot normatif réglementaire* »

Si les associations pro-environnement se félicitent d'une législation nécessaire à la transition verte des entreprises, la CPME alerte sur la complexité de sa mise en œuvre

: « *Nous ne voulons pas être broyés, assommés par un tsunami administratif tel qu'il est en train de se préparer* », a lancé François Asselin, président de la CPME, lors d'une conférence de presse jeudi (28 septembre).

L'urgence climatique est de mise, et la CPME ne compte pas de « *climato-sceptiques* » en ses rangs, précise le président. En revanche, le poids des normes européennes est devenu tel que la transition écologique pourrait devenir une source de « *défiante* » entre entrepreneurs et acteurs publics, alerte-t-il : « *Nous n'arrivons pas à contourner ce flot normatif réglementaire* ».

Quant à la promesse de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen lors de son discours de l'état de l'Union en septembre de réduire la bureaucratie des entreprises de 25 %, personne à la CPME n'y croit vraiment : « *On parle beaucoup de simplification administrative, mais dans les faits, c'est l'inverse qui se passe* », explique Guillaume de Bodard, président de la Commission environnement et développement durable de la confédération.

<https://www.euractiv.fr/section/economie/news/transition-verte-les-pme-francaises-assommees-par-un-tsunami-administratif/>

Parus au journal officiel :

Arrêté du 22 septembre 2023 relatif aux normes médicales d'aptitude applicables au personnel militaire de l'armée de terre

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048110876>

Décret n° 2023-910 du 29 septembre 2023 relatif à l'indemnité d'absence missionnelle des militaires de la gendarmerie nationale

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048132796>

Arrêté du 22 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 22 août 2019 relatif à l'organisation et au fonctionnement des lycées de la défense

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048119465>